

Grand-Duché de Luxembourg

PARQUET GENERAL

CITE JUDICIAIRE

Not. 16469/23/CD
Arrêt n° 133/24

Luxembourg, le 27 septembre 2024

Avis de restitution

Il est porté à la connaissance de **Monsieur El Mehdi CHIHAB**, que suite à l'arrêt n° 133/24 du 24 avril 2024, le Parquet de Luxembourg tient à sa disposition le(s) objet(s) restitué(s) par la décision judiciaire référencée ci-avant.

Je vous prie de bien vouloir vous présenter - **du lundi au jeudi de 14.00 à 17.00 heures** - auprès du Parquet de Luxembourg, Cité Judiciaire, bâtiment PL, rez-de-chaussée, bureau PL.0.07 pour retirer ou faire retirer (muni d'une procuration) le(s) objet(s) en question.

Le présent avis vaut mise en demeure, conformément à l'article 32 du code pénal¹.

A l'issue du délai de 6 mois à compter du cinquième jour de la publication du présent avis, le(s) objet(s) sera(ont) considéré(s) abandonné(s) au profit de l'Etat, conformément à l'article 32 du code pénal.

Nathalie DUCHSCHER
secrétaire

Bureau des exécutions des confiscations

¹ Art. 32 (...) Il en est de même lorsque le propriétaire ou la personne à laquelle la restitution a été accordée ne réclame pas le bien dans un délai de six mois à compter d'une mise en demeure adressée à la dernière adresse connue (...).